

Grèce : les écologistes demandent la restructuration de la dette grecque et appellent à un sursaut européen

Exposé des motifs

La situation en Grèce est critique, elle évolue d'heure en heure. Les négociations entre les créanciers menées entre l'Eurogroupe, la Commission européenne, la Banque Centrale Européenne, le Fonds monétaire international et le gouvernement grec ont été conduites dans l'impasse. Aucun compromis n'a été trouvé non seulement sur la nature des réformes à entreprendre pour obtenir le déblocage d'un nouveau prêt et éviter un défaut de paiement, mais surtout pour poser sur la table des négociations la question fondamentale et légitime pour Athènes de la restructuration profonde de sa dette, dont le caractère insoutenable a toujours été dénoncé par les écologistes européens. Alors que l'économie grecque est paralysée et que l'urgence sociale replonge la Grèce dans des heures sombres, le premier ministre grec, Alexis Tsipras, a pris le parti de consulter par référendum le peuple grec sur le nouveau paquet de réformes demandées par les créanciers internationaux.

Pour les écologistes, il a toujours été et il reste clair que le futur de la Grèce doit être dans l'euro et dans la solidarité européenne. L'heure n'est plus à dresser la liste des erreurs qui ont pu être commises de part et d'autres, notamment par divers gouvernements grecs issus de coalitions politiques complexes, y compris l'actuel. Mais nous ne pouvons continuer de rendre la Grèce et d'autres États européens, prisonniers du paradigme de l'austérité et de l'idéologie néo-libérale. La matérialisation d'une sortie de la Grèce de la zone Euro renvoie les États européens à leurs contradictions et responsabilités. Si prompts à rembourser et garantir les dettes privées des banques en 2010_2011, et à fermer les yeux sur le népotisme, la corruption active et passive et le clientélisme des précédents gouvernements « amis de la Commission » ils se révèlent incapables de faire jouer la solidarité européenne quand bien même elle sauverait un peuple (grec) et un projet (européen).

Dans leur effort visant à démontrer qu'il n'existe pas d'alternative aux politiques d'austérité, les États européens se sont évertués à imposer et reconduire indéfiniment la même logique et les mêmes mesures que celles qui ont conduit la Grèce à une catastrophe humanitaire. Qu'Alexis Tsipras parvienne à un changement de politique en Europe soulignerait en creux, l'incapacité dont ont fait preuve François Hollande et Matteo Renzi à respecter leurs engagements de campagne, de renégocier le traité budgétaire pour le premier et les règles de calculs du déficit budgétaire pour le second. De la même façon, le Premier Ministre conservateur espagnol Mariano Rajoy redoute la réorientation demandée par le gouvernement Tsipras, craignant à juste titre de donner raison aux propositions défendues par l'opposition citoyenne incarnée par Podemos et ses alliés citoyens, et qui ne cesse de progresser d'élection en élection.

Tétanisés par la montée des populismes et prisonniers de logiciens politiques nationaux épuisés, les États européens ne peuvent pourtant pas se permettre, contre toute logique et pour ne pas perdre la face, d'abandonner la Grèce et avec elle, l'avenir de l'idée européenne. Il leur appartient d'enfin lever le tabou qui pèse sur la restructuration de la dette grecque pour de nouveau offrir une perspective de stabilité à long-terme à la Grèce mais également à l'ensemble des pays de la zone Euro. Il est également en leur pouvoir d'aider la Grèce à trouver une solution à moyen-terme qui fasse que ses obligations financières envers le FMI et la BCE ne la prive pas de la marge de manœuvre nécessaire à la mise en place des réformes pour lesquelles le gouvernement a été élu (notamment une réforme fiscale d'envergure qui mette un terme définitif aux pratiques d'évasion fiscale des compagnies grecques et européennes). Le gouvernement français a pourtant la capacité de demander et d'obtenir pour la Grèce un plan d'investissement tourné vers l'économie réelle et non pas simplement vers les établissements financiers.

Enfin, les écologistes, fédéralistes européens dans leur ADN, restent lucides dans leur analyse des politiques publiques portées par la Commission européenne et les Etats qui enferment l'UE dans des logiques purement comptables et financières. Ils appellent à un nouveau logiciel économique et à la mise en œuvre, pour la Grèce, d'un plan d'aide et d'investissement qui prenne en compte les défis et nécessités du 21ème siècle pour une économie soutenable. Les États ne peuvent plus continuer de fermer les yeux sur la crise sociale criante en Grèce mais qui a fait déjà des ravages dans d'autres pays d'Europe. Les écologistes ne peuvent se résoudre au chômage de masse, aux inégalités croissantes et à la perte de perspectives pour de plus en plus d'Européen-nes. En Grèce, comme ailleurs en Europe, il est du rôle de chacun, gouvernements et parlements nationaux et institutions européennes de faire vivre un sursaut européen démocratique et durable.

MOTION

Ainsi le Conseil Fédéral d'EELV, réuni les 4 et 5 juillet 2015

Soutient le peuple grec et son gouvernement dans leur démarche référendaire pour une solution qui améliore la situation économique et sociale en Grèce.

Salue cette initiative comme une contribution à l'affirmation démocratique de l'Europe.

Rappelle que le peuple grec reste maître de ses choix.

Soutient le gouvernement d'Alexis Tsipras dans sa volonté de maintenir la Grèce dans la zone Euro et de réorienter les politiques publiques de l'Union européenne.

Dénonce l'attitude arrogante et anti démocratique de certains responsables européens et de la Troïka.

Rappelle qu'historiquement le FMI n'a jamais hésité à préférer des régimes autoritaires à une démocratie pour imposer son point de vue libéral et lui demande de se mettre en retrait des négociations.

Appelle les États européens à entreprendre sans délai des négociations équitables entre Européens, dans le cadre d'une conférence européenne de la dette, afin de trouver un nouvel accord pour restructurer et alléger la dette grecque, afin de la rendre soutenable et de faire jouer la solidarité européenne. Cet accord devra inclure une réforme de la fiscalité, de l'administration publique et la lutte contre la corruption tout en refusant les mesures d'austérité, économiquement autodestructrices et socialement irresponsables.

Appelle les dirigeants européens à mettre en œuvre dans le même temps un grand plan d'investissement soutenable en Grèce destiné à financer l'économie réelle dont la transition écologique et à reconstruire les réseaux de solidarité.

Appelle les dirigeants européens à mettre en place un véritable contrôle parlementaire européen de la zone euro afin que l'Eurogroupe, composé des seuls ministres des finances, ne soit plus seul dépositaire de l'avenir de l'Europe, et que la gestion des politiques économiques européennes soit démocratisée.

Demande aux institutions européennes de tenir compte des travaux de la commission d'enquête parlementaire grecque portant sur les manœuvres des financiers qui ont accéléré l'endettement de la Grèce.

Appelle la France à jouer un rôle moteur dans ces négociations pour faire entendre en Europe la voix de la solidarité et de l'alternative au programme d'austérité porté par la Troïka.

Demande, pour défendre l'ancrage démocratique européen, l'organisation au parlement français d'une consultation sur les engagements à prendre par la France pour aider la Grèce ;



Appelle le président de la République française et son gouvernement à sortir de leur ambiguïté et à s'engager résolument pour changer les orientations néolibérales de l'UE avec les gouvernements qui y sont prêts ;

Demande au président de la république, François Hollande de s'opposer à toute stratégie d'exclusion de la Grèce de la zone euro.

Demande aux instances d' EELV et à ses parlementaires de s'impliquer et de soutenir toutes les initiatives permettant de résoudre la question de la dette, tant publique que privée, et de porter des solutions dans le respect des valeurs européennes, humanistes, sociales, écologiques et démocratiques.

Unanimité pour